



Projet de budget 2024  
de l'Etat de Vaud,  
arrêté le 13 septembre 2023

# **L'Etat consolide ses prestations et renforce son soutien au pouvoir d'achat dans un contexte instable**

Valérie Dittli, conseillère d'Etat, cheffe du Département des finances et de l'agriculture

Conférence de presse du 25 septembre 2023

# Messages clés

## **Soutien au pouvoir d'achat**

- maintien des prestations existantes et renforts sectoriels
- baisse de la fiscalité pour les personnes physiques

## **Politique en faveur du personnel**

- indexation pour 2023 et 2024 des salaires des secteurs public et parapublic
- mesures annoncées aux syndicats

## **Prise en compte du renchérissement**

- hausse des coûts liés à l'inflation

## **Respect du petit équilibre**

# Contexte économique

## Ralentissement de la croissance économique:

- croissance du PIB suisse 0% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023 (+0,9% au 1<sup>er</sup> trimestre 2023; prévision pour 2024: +1,2%\*)

## Marché du travail encore robuste:

- croissance de l'emploi +2,1% en 2023\* et +0,8% en 2024\* (+2,7% en 2022)

## Inflation tendanciellement en baisse:

- IPC +1,6% en août 2023 (+3,5% en août 2022; prévision pour 2024: +1,9%\*)

## Taux d'intérêts en hausse:

- taux à court terme +1,5% en 2023\* et +1,9% en 2024\* (-0,2% en 2022)

## Autres facteurs d'actualité

\* Prévisions SECO du  
20 septembre 2023

# Constats et perspectives

## Des finances cantonales saines

### Mais une situation financière en voie de péjoration

- atténuation des écarts entre les recettes fiscales budgétisées et effectives
- réduction, voire suppression des bénéfiques versés par la BNS
- inflation persistante malgré la hausse des taux d'intérêt par les banques centrales
- forte croissance des dépenses liées
- sollicitation accrue des capitaux propres pour absorber les chocs conjoncturels

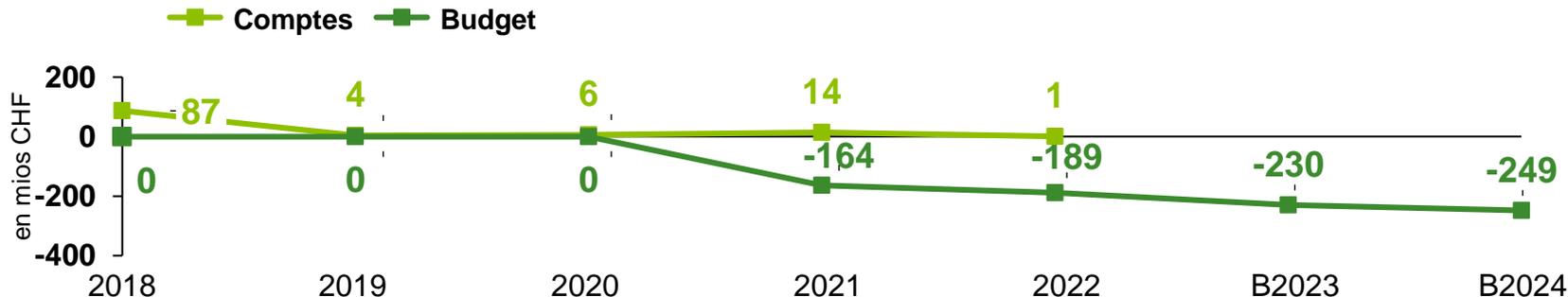
# Résultat de fonctionnement

**Déficit prévu au projet de budget 2024: -248,8 mios**

**Respect des dispositions constitutionnelles (art.164 al.3 Cst-VD):**

- résultat avant amortissements positif («petit-équilibre», +0,3 mio)

**Charges Covid et Ukraine/Ostral non portées au budget (rappel)**



# Synthèse des charges

Charges en mios de CHF

	Budget 2023	Budget 2024	Ecart budgets 2023 / 2024	
<b>Total des charges brutes</b>	<b>11'079.8</b>	<b>11'627.1</b>	<b>547.3</b>	<b>4.94%</b>
./. Indexation des salaires: manco 2023 et indexation 2024		-138.6		
./. Mesures annoncées aux syndicats		-47.3		
./. Hausse des coûts liée à l'inflation		-44.0		
<b>Total des charges retraitées</b>	<b>11'079.8</b>	<b>11'397.1</b>	<b>317.4</b>	<b>2.86%</b>

## Croissance des charges brutes hors renchérissement: +2,9%

- légèrement inférieure au budget 2023 hors indexation des salaires 2023 (+3,1%)

## Progression des dépenses fortement impactée par l'inflation:

- manco non financé au budget 2023 de l'indexation des salaires 2023 (30 mios)
- montant pour l'indexation prévue en 2024 (109 mios)
- mesures annoncées aux syndicats en mars 2023 (47 mios)
- hausse des coûts liée à l'inflation (régimes sociaux, énergie, transports, 44 mios)

## Augmentation des charges brutes prévue au budget 2024: +4,9%

## Institutions, territoire et sport

**Augmentation des dépenses dans les domaines des institutions, du territoire et du sport, charges brutes +6 mios (+3,1% par rapport au budget 2023), soit notamment:**

- amortissements et correctifs d'actifs sur les créances de la direction du recouvrement, en lien notamment avec les notes de frais pénaux et l'assistance judiciaire +4 mios
- révision complète du plan directeur cantonal (PDCn) +2 mios

## Enseignement et formation professionnelle

**Augmentation des dépenses dans les domaines de l'enseignement et de la formation professionnelle, charges brutes +98 mios (+3,3% par rapport à 2023), soit notamment:**

- politique salariale (adaptation de la masse salariale, effets de la rentrée 23/24 et augmentations statutaires) +32 mios
- 169,1 ETP d'enseignants (dont 92,1 ETP démographie, 33,0 ETP renforts 1<sup>er</sup> cycle, 13,3 ETP édu. num. et 17,8 ETP pour les CRPS) +16 mios
- revalorisation du parapublic et santé mentale des jeunes 61,7 ETP +13 mios
- subventions aux établissements de pédagogie spécialisée, création d'une Unité psychiatrique de crise dévolue au handicap mental +10 mios
- valorisation de la formation professionnelle et du sport + 3 mios
- subventions aux Hautes Ecoles (UNIL, HEP, HES cantonales) +17 mios

## Jeunesse, environnement et sécurité

**Augmentation des dépenses dans les domaines de la jeunesse, de l'environnement et de la sécurité, charges brutes +42 mios (+5,0% par rapport à 2023), soit notamment:**

- renforts en faveur de la politique de l'enfance et de la jeunesse (socio-éducatif, revalorisation salariale de la CCT Social +5 mios, ainsi que +12,7 ETP) +11 mios
- efforts supplémentaires dans le domaine de la sécurité, dont +28,8 ETP (10,0 ETP POLCANT, 13,8 ETP SPEN, 5,0 ETP SSCM) +7 mios
- augmentation de moyens dans le domaine de l'environnement (programme-bâtiments +14 mios, cours d'eau et forêts protectrices, ainsi que +7,0 ETP) +19 mios
- augmentation du nombre de mandats de curatelles (dont +7,0 ETP) +2 mios
- regroupement des dépenses au SSCM pour ECAvenir et ORCA-SAN +3 mios

## Santé

### **Augmentation des dépenses dans le secteur de la santé, charges brutes +135 mios (+8,9% par rapport à 2023), soit notamment:**

- groupe CHUV: hausse d'activité, investissements, réserve de capacités hospitalières, tâches de santé publique +48 mios
- FHV: hausse d'activité, PIG liées aux formations, soutien Pôles santé +29 mios
- revalorisations salariales et prévention santé mentale +6 mios
- renfort du maintien à domicile: hausse d'activité et consolidation de prestations de soins +22 mios
- projets de santé communautaire et adaptation du système de santé (prévention, formation, DEP, etc.) +10 mios

## Action sociale

### **Augmentation des dépenses dans le secteur social, charges brutes +89 mios (+3,0% par rapport à 2023), soit notamment:**

- hébergement: frais de placement, PC homes, financement résiduel, subventions investissements EMS/EPMS +21 mios
- subsides LAMal +14 mios
- PC AVS/AI (vieillesse de la population et frais de gérance) +11 mios
- aides sociales : RI et CSIR +5 mios
- revalorisations salariales du secteur social +7 mios
- indexation des régimes sociaux (bourses, RI, politique familiale) +16 mios
- coût de l'énergie et alimentation pour l'hébergement +6 mios
- subventions aux organismes, ateliers à vocation productive, LAVI +4 mios
- AVASAD : augmentation d'activité +4 mios

## Economie, innovation, emploi et patrimoine

**Augmentation des dépenses dans les domaines de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et du patrimoine, charges brutes +14 mios (+3,0% par rapport à 2023), soit notamment:**

- hausse des coûts de l'énergie +5 mios
- adaptation budgétaire des subventions en faveur des migrants et financement additionnel pour des cours de langue (augmentation du nombre de bénéficiaires) +3 mios
- adaptation budgétaire du Fonds de soutien à l'industrie et du Fonds à l'économie durable +2 mios

## Culture, infrastructures et ressources humaines

**Augmentation des dépenses dans les domaines des infrastructures, de l'accueil de jour des enfants et des ressources humaines, +53 mios (+6,6% par rapport à 2023), soit notamment:**

- subventions aux entreprises de transport public +41 mios
- contribution à la FAJE pour l'accueil de jour des enfants +9 mios
- coûts de maintenance des nouveaux projets informatiques +3 mios
- prévention des risques psychosociaux (4,6 ETP) +1 mio

## Finances et agriculture

**Augmentation des dépenses dans les domaines des finances et de l'agriculture, charges brutes +93 mios (+8,7% par rapport à 2023), soit notamment:**

- montant centralisé pour l'indexation des salaires 2024 (109 mios\*) et l'enveloppe du supplément salarial lié aux mesures annoncées aux syndicats en mars 2023 (15 mios), soit au total 124 mios +53 mios
- augmentation des charges d'amortissement +15 mios
- augmentation de la part communale aux revenus sur l'impôt des frontaliers, les gains immobiliers et la compensation RFFA +26 mios
- budget stable dans le domaine de l'agriculture

*\* Pour rappel, 71 mios au budget 2023*

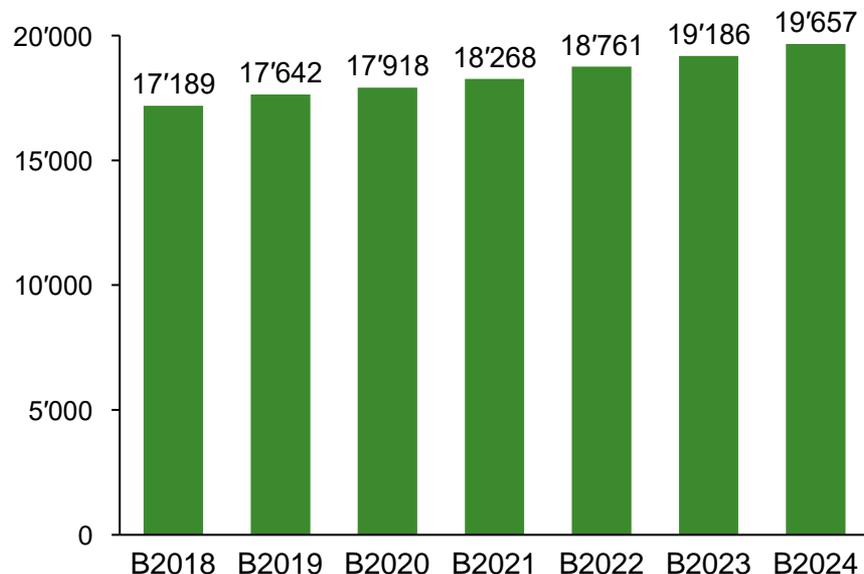
## Ordre judiciaire et Ministère public

**Augmentation des dépenses de l'Ordre judiciaire et du Ministère public, charges brutes +17 mios (+8,0% par rapport à 2023), soit notamment:**

- traitement des curateurs comme des salariés selon modification des directives OFAS (charge nette +1 mio) +11 mios
- projet RPE (renforcement de la protection de l'enfant) création de 10,2 ETP +2 mios
- indemnités des avocats d'office et frais d'expertise +1 mio
- création de 11,2 ETP au Ministère public (renforts liés à la révision du Code de procédure pénale, décharge pour les 2 membres du Conseil de la magistrature, greffiers) +1 mio

# Synthèse des effectifs

**Evolution des ETP à l'Etat, non compris:**  
CHUV, UNIL, Hautes Ecoles, ORP et Plateforme 10



**Augmentation des postes  
+302,3 ETP, soit +1.6%**  
(+355,0 ETP au budget  
2023, soit +1,9%):

- nouveaux postes administratifs +128,1 ETP
- adapt. des ressources enseignement, formation, pédagogie +174,2 ETP

## Éléments additionnels:

- mesures annoncées aux syndicats 76,7 ETP
- pérennisation et internalisation, sans impact financier 92,5 ETP

**Augmentation totale  
+471,5 ETP, soit 2,5%**

## Effets de l'Accord Canton-communes

### Pour 2024, rééquilibrage en faveur des communes: 105 mios

- effet financier selon l'accord de 2020 (80 mios)
- accélération décidée en 2021 (25 mios)
- en conséquence, baisse des revenus dans le budget du DSAS

Mios CHF	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL 2021-2028
Rééquilibrage financier selon accord de 2020 <sup>1)</sup>	40	60	70	80	90	100	125	150	715
Accélération du rééquilibrage décidée en 2021	25	25	25	25	25				125
Rééquilibrage supplémentaire selon accord 2023					45	60	35	10	150
Diminution dynamique de la PCS selon accord 2023						12	25	37	74
<b>Rééquilibrage selon nouvel accord de 2023</b>	<b>65</b>	<b>85</b>	<b>95</b>	<b>105</b>	<b>160</b>	<b>172</b>	<b>185</b>	<b>197</b>	<b>1'064</b>

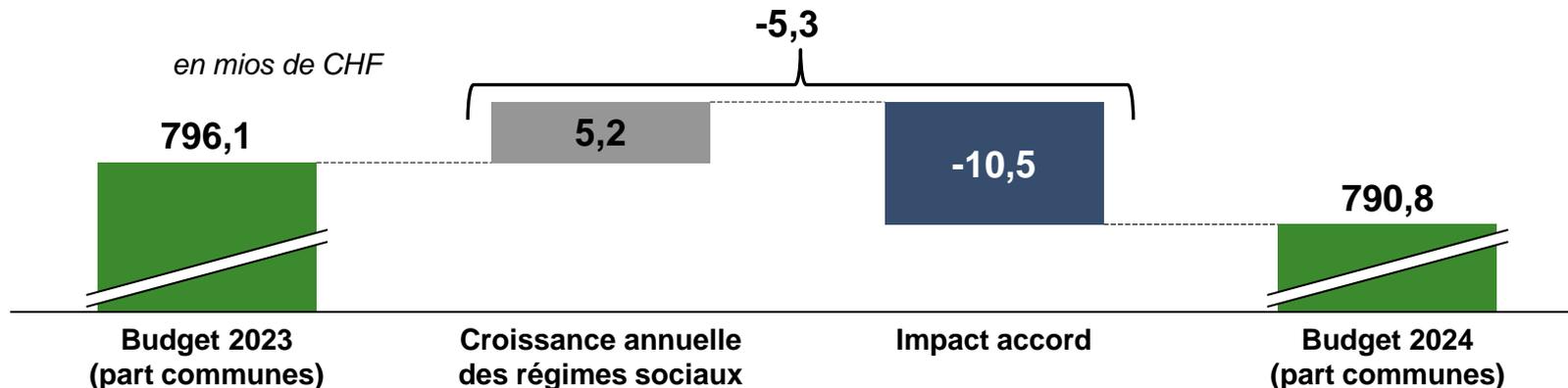
<sup>1)</sup> y c. art. 17a LOF: 15 mios

Dont montants préfinancés après bouclage 2022 (y c. réattribution aux années suivantes de ceux prévus initialement pour l'année 2022 de 60 et 25 mios)			25	25	70	60	35		<b>215</b>
--	--	--	----	----	----	----	----	--	------------

## Participation à la cohésion sociale (PCS)

**En 2024, baisse de la contribution des communes à la PCS: -5,3 mios par rapport au budget 2023:**

- part des communes à la croissance de la PCS en 2024: +5,2 mios;
- suivant les hypothèses budgétaires, compensation de cette hausse par un ajustement complémentaire (art. 5) -10,5 mios pour atteindre le rééquilibrage 105 mios accordé aux Communes.



# Synthèse des revenus

Revenus en mios de CHF

	Budget 2023	Budget 2024	Ecart budgets 2023 / 2024	
<b>Total des revenus bruts</b>	<b>10'850.1</b>	<b>11'378.3</b>	<b>528.1</b>	<b>4.87%</b>
<b>Total du groupe Impôts</b>	<b>6'352.7</b>	<b>6'540.4</b>	<b>187.7</b>	<b>2.96%</b>

**Progression des revenus totaux prévue en 2024: +4,9% (+3,4% au budget 2023)**

**Progression des recettes fiscales: +3,0%**

- y compris réduction de l'impôt cantonal sur le revenu personnes physiques -3,5% (-105 mios)
- sans cette modification, progression des recettes fiscales +4,6%
- mode d'évaluation post Covid tenant compte de la conjoncture actuelle et des effets extraordinaires

**Variations des autres revenus:**

- réaffectation de préfinancements et autres capitaux propres (total 388 mios) +235 mios
- part du canton à la répartition du bénéfice de la BNS (125 mios) -63 mios
- revenus financiers des placements et liquidités +44 mios
- parts du canton à des subsides fédéraux (LAMal, PC-AVS/AI) +38 mios
- subventions à redistribuer, prélèvements sur fonds, divers +88 mios

# Impôts personnes physiques

Revenus en millions de CHF

	Budget 2023	Budget 2024	Ecart budgets 2023 / 2024	
<b>Impôt sur le revenu</b>	<b>3'761.0</b>	<b>3'720.0</b>	<b>-41.0</b>	<b>-1.1%</b>
<b>Impôt sur la fortune</b>	<b>755.0</b>	<b>780.0</b>	<b>25.0</b>	<b>3.3%</b>
<b>Impôt à la source</b> (sourciers et frontaliers)	<b>260.0</b>	<b>290.0</b>	<b>30.0</b>	<b>11.5%</b>
<b>Impôt sur les gains en capital</b>	<b>240.0</b>	<b>270.0</b>	<b>30.0</b>	<b>12.5%</b>

## Baisse de l'impôt sur le revenu: -1,1%

- inférieure au budget 2023 (+1,0%)
- y compris réduction -3,5% de l'impôt cantonal sur le revenu dès 2024

## Progression de l'impôt sur la fortune: +3,3%

- croissance régulière des valeurs mobilières

## Progression de l'impôt à la source: +11,5%

- augmentation du nombre de frontaliers

## Progression de l'impôt sur les gains en capital: +18,8%

- hausse de l'impôt sur les gains immobiliers, marché toujours dynamique

# Impôts personnes morales

<i>Revenus en mios de CHF</i>	Budget 2023	Budget 2024	Ecart budgets 2023 / 2024	
<b>Impôt sur le bénéfice</b>	<b>519.0</b>	<b>651.0</b>	<b>132.0</b>	<b>25.4%</b>
<b>Impôt sur le capital</b>	<b>76.0</b>	<b>76.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0%</b>

## **Progression des impôts sur le bénéfice et le capital: +25,4%**

- dynamique positive de la RIE III, évolution favorable des résultats de certaines entreprises à forte capacité contributive
- premiers effets de la modification légale de l'imposition du bénéfice proposée au Parlement

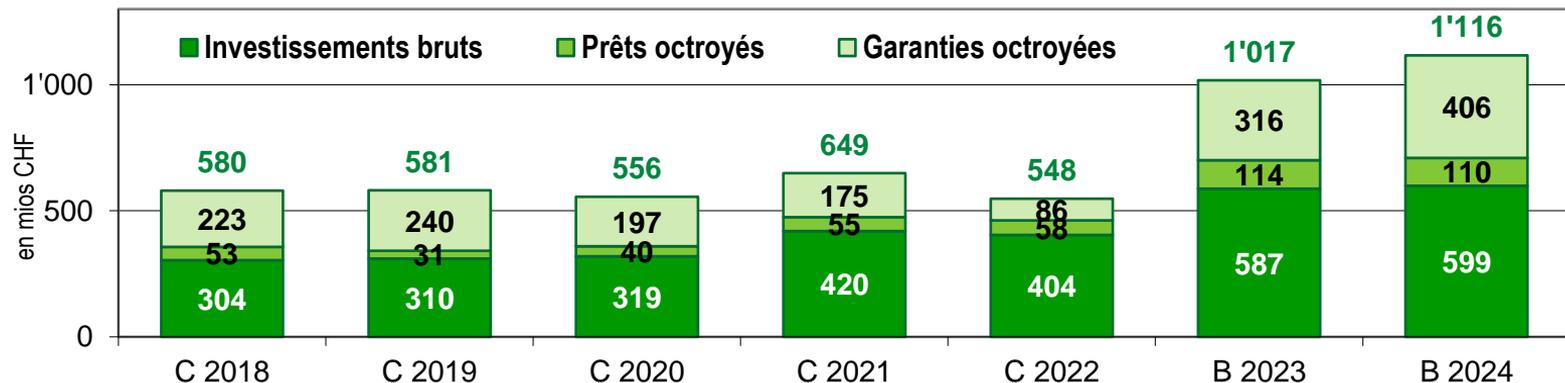
## Investissements bruts

### Investissement global prévu en 2024 dans l'économie: 1'116 mios

- dépenses brutes d'investissement (Etat + partenaires) 599 mios
- nouveaux prêts octroyés 110 mios
- nouvelles garanties 406 mios

### Soit 99 mios de plus que prévu au budget 2023

- la plus haute prévision d'investissement jamais enregistrée
- hausse sensible en faveur des établissements sanitaires



# Détail des investissements

## Principales mises en œuvre prévues en 2024:

*en mio\$ de CHF*

**Budget  
2024**

<b>DITS</b>	Mensuration officielle (8.5); infrastructures sportives (3.6); études site stratégique de Vernand (2.8)	<b>17.2</b>
<b>DEF</b>	Bâtiments enseign. supérieur: Campus santé C4/HESAV (28.0), Sciences de la vie (12.7), assainissement prod. chaleur UNIL (11.0), agrandissement Unithèque (5.0); bâtiments enseign. postobligatoire (13.0); éducation numérique (12.7)	<b>94.0</b>
<b>DJES</b>	Forêts, rivières, déchets (57.7); bâtiments pénitentiaires (12.0)	<b>75.2</b>
<b>DSAS</b>	Hôpital des enfants (23.2); bât. ingénierie immunitaire en oncologie LICR (21.1); bât. médecine personnalisée et ingénierie immunitaire (14.6); hôpital de Cery (8.0); BAP-aile est (4.0); soins continus+intensifs (3.5); BH05 - Bloc opératoire (2.4)	<b>94.9</b>
<b>DEIEP</b>	Immeubles de l'Etat : entretien des bâtiments (46.8), cathédrale de Lausanne (3.0), maison de l'Elysée (2.5); centre d'entretien des routes nationales Rennaz (2.0); alpes vaudoises (4.7)	<b>62.5</b>
<b>DCIRH</b>	Mobilité (115.7); routes (67.6)	<b>187.0</b>
<b>DFA</b>	Améliorations foncières (14.1); mesures Plan climat VD dans l'agriculture (5.0); PDRA Ouest VD (2.0); mesures d'impulsion Plan climat VD (1.5)	<b>26.6</b>
<b>OJMP</b>	Extension du Tribunal cantonal (7.5); réaffectation bâtiment pour Justice de Paix (2.0)	<b>10.4</b>
<b>Informatique</b>	Inform. fiscale (4.4); renouvel. SI DGS-OMC (2.6); archivage électr. historique+probatoire (2.5); modernisation infrastr. RCV (2.5); gest. info. pédagogie spécialisée (2.2); modern. SI Police - Odyssée (1.9); migration S/4 Hana (1.5)	<b>31.5</b>
<b>Total investissements bruts</b>		<b>599.3</b>
<b>Prêts</b>	Logement (9.3); LADE (7.0); tramway Flon-Renens t1 (60.0); tram Renens - Villars Ste Croix (12.5); autres pour transports publics (21.3)	<b>110.1</b>
<b>Garanties</b>	Logement (3.0); ESSC St-Loup (20.0); institutions enseignement spécialisé (15.1); institutions socio-éducatives (12.9); établissements socio-sanitaires (217.4); LADE (5.0); LARA (5.6); soutien à l'industrie (1.0); transports publics (126.4)	<b>406.4</b>

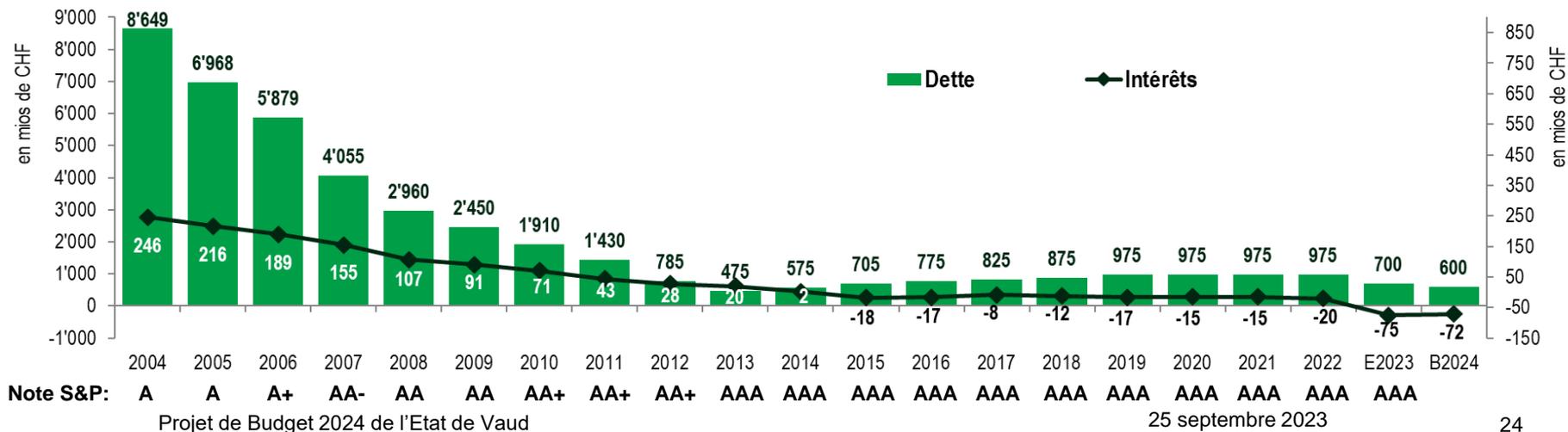
**Effort global d'investissement**

**1'115.8**

# Dette et intérêts

## Situation de la dette en 2024: 600 mios

- malgré le déficit budgétaire et les investissements
- remboursements d'emprunts à échéance et besoins de financement assurés par la trésorerie
- abandon des taux négatifs en 2022 et intérêts rémunérateurs en hausse



# Risques financiers et incertitudes

## **Incertitudes sur l'évolution de l'inflation**

### **Distribution des bénéfiques de la BNS:**

- au 31 décembre 2022, perte enregistrée -132,5 milliards
- au 1<sup>er</sup> semestre 2023, bénéfice enregistré + 13,7 milliards

**Impacts de la crise en Ukraine (2023 estimation 85 mios)  
et de l'asile en général (2023 coûts supplémentaires +28 mios)**

## **Augmentation des subsides LAMal et des coûts de la santé**

### **Fiscalité:**

- effets de la compensation de la progression à froid
- initiative cantonale «Baisse d'impôts pour tous; redonner du pouvoir d'achat à la classe moyenne» 534 mios et motion Gross 81 mios

## **Instabilité des marchés financiers**

## Risques financiers et incertitudes (suite)

**Mesures d'allégement des finances fédérales**, impacts sur le canton

**Initiative cantonale** «Pour une politique sportive ambitieuse»: 100 mios

**Initiative parlementaire** financement uniforme des prestations ambulatoires et stationnaires: 100 à 200 mios

**Initiative parlementaire** «Changement du système d'imposition du logement (valeur locative)»

**Initiative fédérale** imposition individuelle

## Conclusions

**Le budget 2024 fait face à une hausse importante des dépenses en raison des pressions inflationnistes et des évolutions démographiques.**

**Dans ce contexte, le Conseil d'Etat s'efforce de:**

- consolider les prestations existantes;
- soutenir le pouvoir d'achat;
- compenser les effets du renchérissement pour le personnel de l'Etat et les entités subventionnées.
- poursuivre les investissements pour soutenir l'économie du canton et préparer les infrastructures de demain

**Le Conseil d'Etat maintiendra ses efforts pour maîtriser les charges et préserver les revenus.**